

verrait à ce qu'on donne suite à vos recommandations. C'est là que les anciens comités ont failli, n'est-ce pas? Nous pouvons fournir des documents relatifs aux conclusions qu'on avait tirées en 1937. Vous tirerez presque les mêmes conclusions; mais, en 1937, on n'a pas mis en œuvre les recommandations. Nous faisons face au même problème; il s'est aggravé. J'espère qu'on donnera suite à nos conclusions, de sorte que nous puissions nationaliser l'industrie agricole qui sera mise au service de l'agriculture comme il se doit, c'est-à-dire qu'on offrira les machines au plus bas prix possible et on fournira le service. Nous avons beaucoup parlé de cette production et il y a beaucoup d'autres sujets sur lesquels nous tomberons d'accord par exemple, le domaine de la distribution et celui du coulage des pièces de machinerie, de même peut-être que la diminution des changements de modèles. C'est un domaine très vaste où nous pouvons faire beaucoup de bien en vue d'aider l'industrie agricole; mais cela ne résoudra pas le problème de base de l'agriculture ou, du moins, je ne présente pas cela comme devant le résoudre.

M. KNOWLES: Monsieur le président, j'hésite à pousser cet argument plus avant et à prolonger la discussion au sujet de la nationalisation, et ainsi de suite; mais il me semble que nous avons simplifié à l'extrême le problème de nos relations avec les États-Unis, comme l'indiquait le mémoire de la *Massey-Ferguson*. Je sais que chacun ici est désireux de lancer une industrie canadienne; c'est notre but ultime. Mais le mémoire souligne qu'en Amérique de grands progrès ont été accomplis par le moyen de la production en série et par l'art de vendre cette production aux gens. Les États-Unis ont une population de quelque 200 millions d'acheteurs, ou presque. Au Canada, nous n'avons que 17 millions. Il nous est très difficile de nous couper des États-Unis et de ne vendre qu'à notre population.

Pour faire suite à la question de M. Mandziuk, j'allais demander ce que seront nos relations avec les États-Unis, alors que nous importons de ce pays un si grand nombre de pièces constituantes de nos tracteurs et que nous les obtenons à meilleur marché des Américains, à cause d'une production plus importante qui répond à une population plus nombreuse? Le coût de fabrication est moindre à cause du volume. Il me semble que pour régler ce problème selon les méthodes que vous avez mentionnées, que ce soit la nationalisation, le régime coopératif ou la régie de l'État, il nous faudra pouvoir collaborer de quelque façon avec les États-Unis.

Vous avez parlé de certaines industries qui vendent leurs produits en Saskatchewan; il n'y en a pas plus d'une qui soit entièrement canadienne. Quelles sont nos relations avec les Américains ou quelle solution allons-nous trouver de concert avec les Américains? Si nous devons faire cela, il semble que nous serons obligés de traverser la frontière et d'aller aux États-Unis pour mettre en œuvre notre programme.

M. NOLLET: C'est un problème sur lequel le Comité aura à se prononcer. Vous aurez à prendre une décision. Supposons, par exemple, que l'État a créé une industrie d'instruments aratoires pour desservir l'agriculture. Vous devrez déterminer si vous pouvez fabriquer des instruments à meilleur compte au Canada qu'ailleurs. Dans ce cas, vous devrez compter sur les instruments aratoires en provenance des États-Unis, à moins que vous ne donniez une expansion formidable à votre industrie nationale. Je crois que les Américains ont toujours pu et pourront toujours produire à meilleur compte que nous, parce que leur volume de production est plus fort; ils ont un marché très vaste. J'estime que, si le fabricant canadien pouvait diminuer ses prix, les Américains lui feraient concurrence et auraient le dessus sans difficulté. Ils le font dans d'autres domaines et je crois bien qu'ils pourraient le faire ici.

M. KORCHINSKI: Monsieur Nollet, vous admettez que, si vous fabriquez la meilleure souricière qui soit, tout le monde s'adressera à vous. Dans votre